



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

## **ARRÊTÉ**

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté préfectoral complémentaire**

N° **DCL - BENV - 2023 - 82 - 1**

**ETERNIT SAS**

2 rue Charles Edouard Jeanneret  
78300 POISSY

**Site d'exploitation :**

Rue de Bellevue  
71600 Paray le Monial

**LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE**  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.181-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués - Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-607 du 24 avril 1978 autorisant la société ETERNIT SAS à exploiter un centre de stockage de déchets industriels (secteur A, « Kasba ») sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial, complété et/ou modifié par :

- l'arrêté préfectoral n° 97/1986/2-2 du 23 juin 1997 portant prescriptions relatives à la réhabilitation du centre de stockage de déchets (secteurs A et B, « Kasba » et « Bellevue ») - Abrogé par arrêté du 04 novembre 2003 ;
- l'arrêté préfectoral n° 03/3332/2-3 du 04 novembre 2003 portant prescriptions relatives à la remise en état et au suivi du centre de stockage de déchets (secteurs A et B, « Kasba » et « Bellevue ») ;
- l'arrêté préfectoral n° 04/0695-2-3 du 17 mars 2004 abrogeant l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 04 novembre 2003 relatif à la remise d'une étude d'impact du centre de stockage de déchets vis-à-vis de la population durant son exploitation ;

- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013037-0016 du 6 février 2013 prescrivant une surveillance du nombre de fibres d'amiante présentes dans l'air en limite de propriété du centre de stockage de déchets (secteurs A et B, « Kasba » et « Bellevue »), et demandant la justification du périmètre du centre de stockage de déchets aux abords des parcelles n°242, 372 et 373 et, si nécessaire au vu des résultats des investigations, la proposition d'un programme d'actions adapté ;

Vu l'arrêté préfectoral n°03/3334/2-3 du 4 novembre 2003 instituant des servitudes d'utilité publique sur l'emprise du site de stockage de déchets, situé rue de Bellevue à Paray-le-Monial ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DLPE/BENV/2016-159-1 du 7 juin 2016 mettant en demeure l'exploitant de respecter l'article 3 de l'arrêté n°2013037-0016 du 6 février 2013 demandant la justification du périmètre du centre de stockage de déchets aux abords des parcelles n°242, 372 et 373 et, si nécessaire au vu des résultats des investigations, la proposition d'un programme d'actions adapté ;

Vu le rapport de synthèse de caractérisation complémentaire des sols n° SDGA – CI038 du 15 janvier 2019 remis ETERNIT SAS en réponse à l'arrêté n°DLPE/BENV/2016-159-1 du 7 juin 2016 ;

Vu le plan de gestion n° CESICE210786/RESICE12694-04 du 17 décembre 2021 transmis par ETERNIT SAS par courrier du 20 décembre 2021 proposant des mesures de gestion des terrains où la présence d'amiante a été détectée lors des investigations complémentaires synthétisées dans le rapport rappelé ci-dessus ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 23 février 2023 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

Considérant que l'installation de stockage de déchets amiantés a été mise à l'arrêt, fait l'objet d'une remise en état et fait l'objet d'un suivi environnemental ;

Considérant que les investigations menées en 2017 et complétées en 2018, en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure demandant la justification du périmètre du centre de stockage de déchets aux abords des parcelles n°242, 371 et 373, ont mis en évidence la présence de déchets amiantés dans les sols entre la surface et 3 mètres de profondeur sur une partie des parcelles 242, 371 et 373 ;

Considérant que le résultat de ces investigations conduit à une nouvelle délimitation du périmètre de stockage des déchets amiantés ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire de prescrire des mesures de gestion de ces déchets, dont la présence a été détectée, afin de garantir la compatibilité de l'état du site avec les usages existants et la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le plan de gestion n° CESICE210786/RESICE12694-04 et notamment son bilan coût avantage conduisant ETERNIT SAS à retenir la solution de confinement de ces déchets par couverture et étanchéification est de nature à satisfaire aux objectifs rappelés ci-dessus ;

Considérant dès lors qu'il convient d'imposer dans les formes de l'article R.181-45 du code de l'environnement les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code précité ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 –**

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 03/3332/2-3 du 04 novembre 2003 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 1 : Le présent arrêté concerne les deux sites suivants :

Secteur A : La décharge autorisée par l'arrêté préfectoral n° 78-607 du 24 avril 1978 susvisé, située sur les parcelles n° 570 et 571, anciennement numérotées n° 522, de la section AZ du cadastre de la commune de Paray-le-Monial.

Secteur B : Lieu où ont été déposés des déchets contenant de l'amiante avant 1978, situé sur les parcelles n° 252 pour partie, n° 242 pour partie, n° 371 pour partie, 372, 373 pour partie, 374, 250 et 346 de la section AX du cadastre de la commune de Paray-le-Monial.

Ces deux sites sont repérés sur le plan joint en annexe.

### **ARTICLE 2 :**

Le plan annexé aux arrêtés préfectoraux n° 03/3332/2-3 du 04 novembre 2003 et n°2013037-0016 du 6 février 2013 est remplacé par le plan annexé au présent arrêté.

### **ARTICLE 3 : Travaux de réhabilitation**

#### **3.1 – Mise en œuvre du plan de gestion**

ETERNIT SAS réalise les travaux de réhabilitation des parcelles n° 371 p, 372, 373 p, 242 p de la section AX du cadastre de la commune de Paray-le-Monial conformément aux dispositions du scénario 1 décrites dans le plan de gestion objet du rapport n° CESICE210786/RESICE12694-04 cité ci-dessus.

L'exploitant adresse à l'inspection de l'environnement le planning de réalisation des travaux sous un mois après notification du présent arrêté.

#### **3.2 – Ecart au plan de gestion**

Préalablement à toute modification dans la mise en œuvre des mesures de gestion par rapport aux dispositions décrites dans le plan de gestion précité, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et lui communique les éléments d'appréciation nécessaires quant au motif et à la pertinence technique de la modification.

#### **3.3 – Suivi et récolement des travaux**

L'exploitant met en œuvre une organisation indépendante des prestataires en charge des opérations des travaux afin d'assurer un suivi des mesures de gestion au fur et à mesure de leur avancement, conformément au plan de gestion et aux dispositions fixées par le présent arrêté.

Le suivi de la mise en œuvre des mesures de gestion fait l'objet d'un mémoire de fin de travaux. Ce mémoire comprend tout justificatif relatif à la mise en œuvre des travaux de réhabilitation (registre des matériaux et déchets, bordereaux de suivi des déchets, les résultats d'analyses réalisées ...). Le cas échéant, il comprend la ou les analyses de risque résiduel. Le mémoire de fin de travaux comprend également le plan prévu au paragraphe 3.6 du présent arrêté.

L'exploitant informe le préfet de l'achèvement des travaux par transmission du mémoire de fin de travaux dans les trois mois qui suivent la fin des travaux.

#### **3.4 - Sécurisation des accès au site**

Le site sera clos pendant toute la durée des travaux de réhabilitation. L'accès au site est strictement limité aux personnes intervenant dans le cadre des travaux de réhabilitation.



### **3.5 - Prévention des risques et des pollutions**

L'exploitant prend toute disposition nécessaire à la prévention sinon à la limitation des risques de pollution de l'air, des eaux ou des sols, et des nuisances par le bruit et des vibrations lors de la réalisation des travaux. En particulier, un suivi de la qualité de l'air sera réalisé afin de mesurer l'absence d'amiante dans l'air.

### **3.6 – Plan du site après réhabilitation**

L'exploitant fait réaliser par un géomètre un plan du site reportant l'emplacement précis (en coordonnées Lambert 93) des zones où des matériaux amiantés sont maintenues en place avec :

- les cotes (NGF) des matériaux confinés levées après la pose du géotextile,
- les cotes (NGF) des terrains après la pose des matériaux de confinement.

Ce plan est joint au mémoire de fin de travaux prévu à l'article 3.3 du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 : Notification et publicité**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ETERNIT SAS.

### **ARTICLE 5 – Voies et délais de recours**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

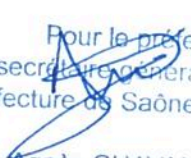
Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 6 – Exécution**

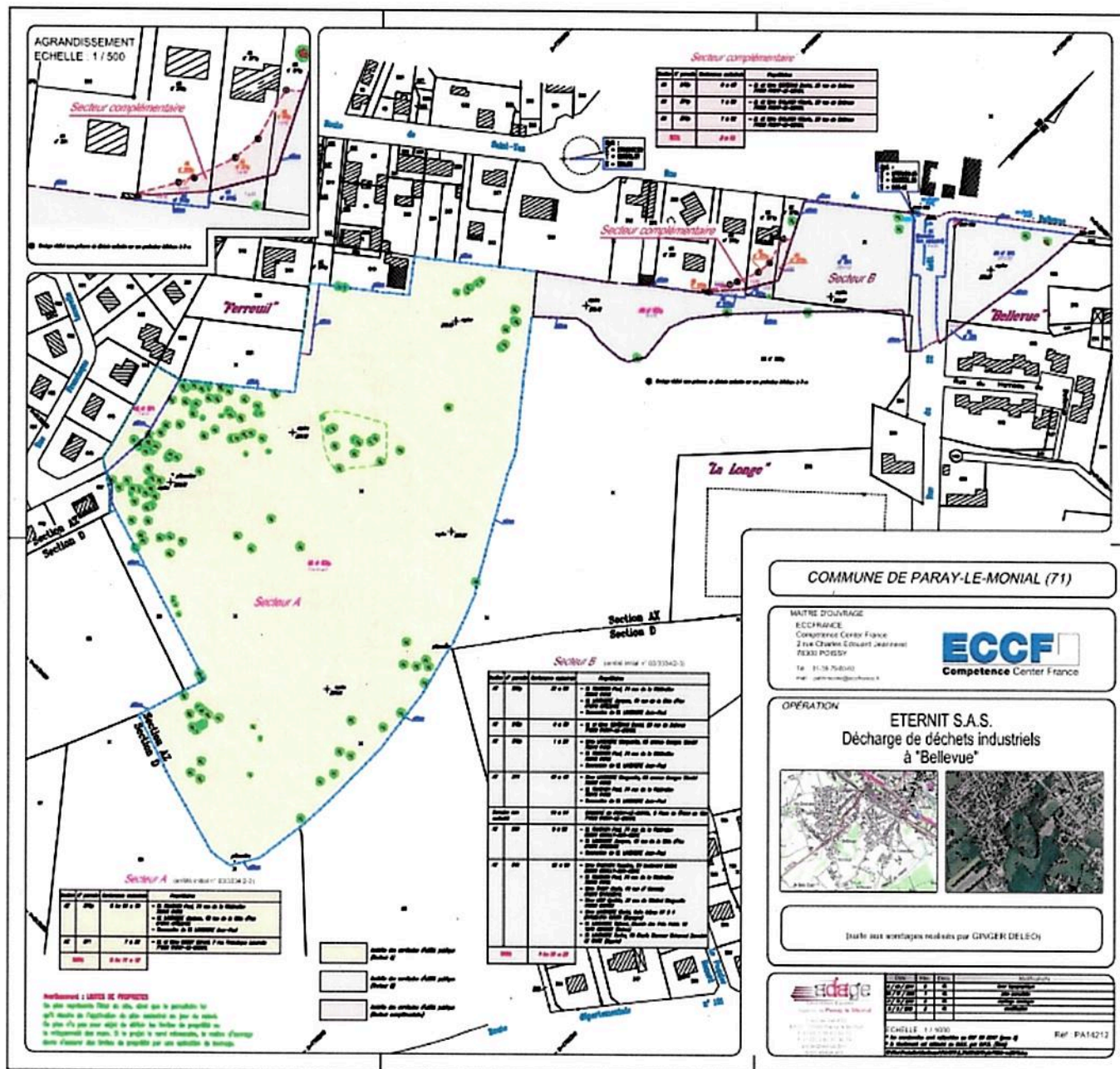
Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de la commune de Paray-le-Monial, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

A Mâcon, le **23 MARS 2023**

Le Préfet,

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire  
  
Agnès CHAVANON

## ANNEXE – PLAN



Vu notre arrêté en date de ce jour  
Mâcon, le 23 MARS 2023

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la  
préfecture de l'Eure et Loire  
  
Agnès CHAVANON

